

# PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994

OPERATION DE NIVEAU 3

## SITE DE LA MILETRIE

AMELIORATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES



### CHU de Poitiers

Direction des Constructions et du  
Patrimoine  
2, rue de la Milétrie  
BP.577  
86021 Poitiers cedex

### Coordonnateurs SPS Titulaire

Conception : STEPHANE ROZE  
Réalisation : STEPHANE ROZE

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
010/01/2025	A	Version initiale
13/01/2025	B	Modif selon demande MOA

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles »  
n°93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

## Table des matières

<b>Préambule</b>	<b>6</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable</b>	<b>7</b>
1. PRESENTATION DU PROJET	7
Description succincte du projet	7
Situation géographique	7
Description synthétique de l'environnement	7
Phasage des travaux et calendrier prévisionnel	7
2. INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION	8
Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Coordonnateur SPS	8
Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	8
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS</b>	<b>9</b>
1. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES	9
Par rapport aux bâtiments & ouvrages voisins	9
Par rapport aux piétons	9
Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	9
Par rapport au terrain	9
2. DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR	9
3. PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS	10
Amiante	10
Plomb	11
4. ACCES AU CHANTIER	11
Véhicules et personnel	11
Points particuliers	12
Fléchage - Signalétique d'accès	13
Affichage	13
Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	13
Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)	13
5. INSTALLATIONS DE CHANTIER	13
Clôtures	14
Affectation des installations de chantier	14
Dimensionnement du cantonnement	15
Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel	15
Secours	15
Nettoyage et entretien du cantonnement	15
6. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES	15

## **Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent**

<b>1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES</b>	<b>17</b>
Généralités	17
Circulations des piétons	17
Circulations des véhicules de chantier et de livraison	17
Circulations horizontales et verticales	17
<b>2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE</b>	<b>17</b>
Vérification des appareils et des accessoires de levage	18
Autorisation de conduite	18
Limitation du recours aux manutentions manuelles	18
<b>3. APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX</b>	<b>19</b>
Approvisionnement	19
Magasins	19
<b>4. CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES</b>	<b>19</b>
Evacuation des déchets	19
<b>5. TRAVAUX DE DESAMANTAGE</b>	<b>20</b>
<b>6. Travaux SOUS SECTION 4</b>	<b>22</b>
<b>7. CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX</b>	<b>22</b>
Matières et substances dangereuses	22
Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier	22
<b>8. PROTECTIONS COLLECTIVES</b>	<b>22</b>
<b>9. TRAVAIL EN HAUTEUR</b>	<b>23</b>
<b>10. INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER</b>	<b>23</b>
<b>11. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE</b>	<b>24</b>

## **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

<b>1. RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE</b>	<b>26</b>
Horaires de chantier imposés	26
Horaires et contraintes de livraisons	26
<b>2. SITE EN EXPLOITATION</b>	<b>26</b>
Risque incendie	26
Evacuation des personnes en cas incendie	26
Grilles Aspergillaires	26

## **Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.**

<b>1. NETTOYAGE DU CHANTIER</b>	<b>27</b>
---------------------------------	-----------

Règles générales de nettoyage du chantier	27
2. DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS	27
Objectifs	27
<b>Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier</b>	<b>28</b>
3. TRAVAUX A RISQUES SPECIFIQUES	31
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière</b>	<b>33</b>
1. ORGANISATION DES SECOURS	33
2. SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)	33
3. DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE	33
4. RISQUE INCENDIE	33
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants</b>	<b>35</b>
1. ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	35
Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'Ouvrage	35
Etablissement obligatoire d'un PPSPS	35
Délais et règle de diffusion du PPSPS	35
VISITE D'INSPECTION COMMUNE	36
SOUS-TRAITANT	36
TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	36
TRAVAIL DISSIMULE	36
PRET DE MAIN D'OEUVRE	37
RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL	37
<b>Annexe(s)</b>	<b>38</b>
LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE	39
PLAN DE MASSE	40
Fiche « En cas d'accident »	41
PPSPS	42
Principes Généraux de Prévention	45
Plans identifiant les zones à risque d'amiante (fournir par le MOA)	46
Plan d'accès	47



## Préambule

*« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'**interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »*

*Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.*

*A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).*

*Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.*

*Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :*

- des médecins du travail ;*
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;*
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;*
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBT.*

*Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.*

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## 1. *PRESENTATION DU PROJET*

### Description succincte du projet

#### Amélioration des installations électriques.

Création d'un bâtiment destiné à la transformation HT/BT au niveau -2 du bâtiment Jean Bernard sur le site de la Milétrie du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers.

Afin de moderniser les installations électriques des différents services hospitaliers, le CHU a décidé de réaliser un programme d'investissement qui se décline autour de :

Le remplacement de matériels électriques obsolètes et/ou inadaptés avec le réaménagement de locaux.

La mise en place de nouveaux matériels électriques qui prend en compte le changement climatique (périodes de canicules de plus en plus fréquentes, ...)

L'organisation de la qualification des colonnes électriques de distribution du bâtiment J. Bernard (ailes et « galettes »).

Ainsi que les travaux préalables à ces améliorations électriques, Désamiantage, création d'ouvertures/trémies, sciage de béton, création de cloisons, renfort de structures, peintures, étanchéité, ventilation, ...

### Situation géographique

La zone de chantier dans le bâtiment est accessible par les ascenseurs du bâtiment Jean BERNARD, ainsi que par la voie pompier situé au pied du Bâtiment.

### Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent sur un site occupé avec des locaux mitoyens en activité, des passages de véhicules et d'ambulances. Il s'agira donc d'éviter toutes gênes poussiéreuses ou nuisances susceptibles d'être provoquées par les travaux.

Les travaux se dérouleront dans les étages du bâtiment JEAN BERNARD, et éventuellement à d'autres étages, ainsi que dans l'espace vers situé au niveau N-2 du bâtiment devant les locaux de la chambre mortuaire et accessible par le parking P35.

Le bâtiment JEAN BERNARD comporte 15 étages publics, 2 étages techniques et 4 ailes par étages.

### Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

- Les travaux se dérouleront dans un délai global de **6 mois** avec une période de préparation de 1 mois compris dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux est fixé Mai 2025.



## 2. INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

### Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Coordonnateur SPS

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

#### Maître d'ouvrage

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE 2 RUE DE LA MILETRIE BP 577 86021 POITIERS CEDEX	M Frédéric MARCHAL - Directeur Constructions et Patrimoine	0549444444 Frederic.marchal@chu- poitiers.fr
---	---	--

#### Maître d'œuvre (NT)

Atelier du Moulin 2, avenue du Docteur Dupont 86320 LUSSAC-LES-CHÂTEAUX		station
---	--	---------

#### Assistance à la conduite d'opération

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE 2 RUE DE LA MILETRIE BP 577 86021 POITIERS CEDEX	M. Eric IMBERT	Eric.imbert@chu-poitiers.fr
---	----------------	-----------------------------

#### Référent Technique

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE 2 RUE DE LA MILETRIE BP 577 86021 POITIERS CEDEX	M. Eric BONNIOL	Eric.bonniol@chu-poitiers.fr
---	-----------------	------------------------------

#### Coordonnateur SPS

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE 2 RUE DE LA MILETRIE BP 577 86021 POITIERS CEDEX	<u>Titulaire :</u> C : ROZE STEPHANE R: ROZE STEPHANE	0549444444 Stephane.roze@chu-poitiers.fr
---	---	---

### Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## 1. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### Par rapport aux bâtiments & ouvrages voisins

Le bâtiment où se feront les travaux est entouré par un ensemble de locaux sensible aux poussières & bâtiments en activité.

La zone concernée par les travaux et son accès devra être condamnée afin d'isoler le chantier et d'éviter toute intrusion sur le site en travaux.

#### Particularités liées au site :

- Site de soins hospitalier avec salles d'opération en utilisation 24/24 et 7 jours sur 7.
- Obligation de continuité de service électrique liés aux soins même en fonctionnement dégradé lors des pertes de la source principale secteur.
- Coupures électriques limitées au minimum selon les niveaux de criticités de chaque service.
- La coupure électrique n'est pas souvent envisageable dans le principe, en raison de la continuité de service à assurer. Il sera souvent nécessaire de réaliser des raccordements sous tension, en concertation avec les exploitants électriciens du CHU, permettant de transférer la charge d'un départ à un autre.

#### Particularités liées au bâtiment Jean Bernard :

- Le bâtiment Jean Bernard est un bâtiment de grande hauteur classé type U et IGH. Il est donc soumis à ce titre à des réglementations particulières plus contraignantes et notamment sur le compartimentage/ sectorisation électrique (réglementation GHU et article U30).
- Le secours de l'alimentation électrique secteur est assuré par une centrale de groupes électrogènes qui réinjecte directement sur une boucle HTA de 5.5kV. Les tableaux HTA et les transformateurs distribuent donc le réseau normal et le réseau secours.

### Par rapport aux piétons

L'ensemble des bâtiments situés en périphérie sont en activité et ne devront pas être perturbés par les travaux.

### Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Le fait que le chantier se trouve sur un site privé ne dispense pas les entreprises de s'assurer de la présence de réseaux existants à conserver ou à dévier. Les consignations devront donc être faites, en temps et en heure, auprès des services techniques du CHU avant tout démarrage de travaux et une réponse de leur part.

### Par rapport au terrain

Le démarrage des travaux concernant les travaux ne pourra s'effectuer qu'après la mise en place des moyens de protections, des affichages, des panneaux fixe occultant & étanche, empêchant tout passage de personnes dans la zone concernée.

Ainsi que la mise en place de panneau de protection des installations électriques.

## 2. DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Amélioration des installations électriques.

Création d'un bâtiment destiné à la transformation HT/BT au niveau -2 du bâtiment Jean Bernard sur le site de la Milétrie du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers.

Les travaux de sécurisation électrique de Jean Bernard réalisés par le lot électricité attribué à SPIE, nécessitent :

- Des travaux d'aménagement dans le local « TGBT » existant.
- Des travaux de construction d'un local au niveau N-2.
- Des travaux de créations de cheminements de câbles entre le futur local du N-2 et le local TGBT du NT.

Des travaux d'aménagements préalable, seront nécessaire pour les travaux du lot Electricité :

- Désamiantage de façades, de murs intérieurs, d'édicules de ventilation, dépose d'équipements installés sur les éléments désamiantés,
- Création du local TGBT.
- ...



### 3. PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

#### Amiante

Des diagnostics Avant travaux ont été établis par la société DIAG HABITAT :

Référence N°39199 CHU de Poitiers A du 04/10/2019 pour les locaux techniques du Niveau Technique.

Référence N°41134 CHU de Poitiers A du 26/11/2019 pour les locaux techniques du Niveau 00.

Les diagnostics ont été réalisés sur l'ensemble des locaux techniques « concernés » par les travaux.

Si toutefois, une autre zone, que celle diagnostiquée serait impactée par les travaux, l'entreprise titulaire devra réaliser le diagnostic complémentaire après en avoir informé le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le diagnostic complémentaire sera transmis au MOA, MOE, CSPS, ..., avant le début des travaux dans cette zone.

Cf. les plans de Jean Bernard H11 – H1 et N0 – N-3 identifiant les zones à « Risque amiante identifié » au 13/01/2021, annexés au CCTP

Un diagnostic amiante complémentaire pourra être réalisé en phase d'exécution des travaux au fur et à mesure de la découverte de nouveaux matériaux.

Au préalable, les éléments amiantés impacté par les travaux devront être, soit désamiantés en SS3, soit avec intervention SS4.

Les autres éléments amiantés non impactés par les travaux mais dans le périmètre des travaux, devront être protégés et clairement identifiés comme contenant de l'amiante.

Les mesures libératoires après déconfinement du chantier de désamiantage seront diffusées à l'ensemble des entreprises ainsi que les diagnostics amiante de l'ensemble des locaux.

Le risque amiante est à gérer par l'entreprise dans toutes ses prestations.

=====

Des plans identifiant les zones à risque d'amiante sont annexés au Marché.

Ils permettent d'estimer plus précisément les coûts de gestion du risque amiante.

Ils constituent une photo de l'IGH Jean Bernard d'après nos connaissances à ce jour. Au moment de l'exécution des travaux, cette photo pourra s'avérer partiellement exacte notamment si certains matériaux se sont dégradés entre temps.

En phase de réalisation, chaque intervention devra donc faire l'objet d'une vérification systématique du risque amiante, que la zone soit déclarée sur les plans du Marché, « Risque amiante identifié » ou « Risque amiante non identifié ».

Avant toute intervention, le titulaire devra :

Justifier auprès du Maître d'ouvrage des diagnostics amiante réalisés. Le titulaire devra consulter la base de données du CHU et fera faire à sa charge les diagnostics complémentaires nécessaires. Le Maître d'ouvrage sera copie des demandes de diagnostics et des rapports de diagnostics.

Soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage, le protocole d'intervention détaillant les modes opératoires.

## Plomb

Un diagnostic plomb devra être fait avant le début des travaux, dans l'ensemble des locaux concernés par les travaux.

## 4. ACCES AU CHANTIER

### Véhicules et personnel

- Le stationnement des véhicules de chantier se fera au niveau du parking réservé aux véhicules de société.
- Le stationnement des véhicules privés du personnel se fera uniquement sur les parkings publics.
- Le stationnement des véhicules est interdit sur le parking P35 (chambre mortuaire).

Zone de stationnement des véhicules d'entreprises :



Un plan d'accès à la zone de chantier est placé en annexe.

## Points particuliers

### Particularité des travaux en milieu hospitalier

Les entreprises devront tenir compte du fait que les travaux sont à réaliser dans un Etablissement Hospitalier en activité et qu'elles devront adapter leurs horaires à ceux des Services ou de l'hôpital ou des contraintes induites par les travaux (hygiène et nuisances sonores).

Toutes les dispositions efficaces seront prises pour protéger notamment :

- les personnes,
- les zones non concernées par les travaux contre les risques de chutes (dans les trémies, ou de matériels),
- les zones non concernées par les travaux contre les poussières et les nuisances sonores.

De plus les entreprises sont tenues de respecter, les consignes de silences imposés par les divers services du CHU.

Les sujétions visant à la limitation des nuisances sonores seront donc à prendre en compte ; exemple non limitatif : les engins pneumatiques, thermiques, marteau piqueur est à proscrire.

En conséquence, les entreprises devront :

- mettre en œuvre toutes les solutions techniques (outils, méthodologie, matériels) pour atténuation de bruit,
- respecter les horaires particuliers imposés par le CHU,
- obtempérer aux arrêts ponctuels possibles de chantier imposés par le CHU, pour cause de gênes excessives des utilisateurs des zones voisines.

Les entreprises doivent donc prévoir les moyens matériels et humains en conséquence afin de respecter ces contraintes d'une part et de respecter le planning prévisionnel d'autre part.

Les entrepreneurs titulaires des lots devront se soumettre, sans réserve, à ces obligations. En aucun cas les travaux ne pourront donner lieu à majorations.

Les coupures des différents réseaux, nécessaires à la réalisation du chantier devront se faire en concertation parfaite avec les différents services techniques et médicaux de l'hôpital. Ces coupures feront l'objet d'une demande à la maîtrise d'œuvre au minimum 1 mois avant la date effective des travaux.

Certains ouvrages ou parties d'ouvrages pourront être exécutés suivant des jours ou des plages d'horaires à définir par le Maître d'œuvre.

Sont incluses à son offre, toutes les sujétions en matériel, moyens humains, installations provisoires, travail de nuit, fin de semaine ou week-end permettant de maintenir un fonctionnement des services de soin, sans nuisances ni coupures des réseaux.

Les nuisances sonores feront l'objet de prescriptions particulières qui peuvent amener à interrompre le chantier ou à travailler en horaire décalé ; ces sujétions ne pourront donner lieu à indemnité ou plus-value ; ces sujétions sont réputées incluses dans le forfait global de rémunération.

L'ensemble des intervenants devront être titulaire des qualifications et/ou habilitations et/ou autorisations adaptées à leurs travaux (autorisation de conduite, habilitations électrique, ...).

### **Attention :**

Le chantier se situe « devant » l'accès à la chambre mortuaire.

Les collaborateurs affectés à ce chantier devront être « prêt à cette proximité » et à cette présence plusieurs fois par jour.

Les personnels devront respecter la solennité des lieux.

Interdiction Total d'exportation des poussières

**En aucun cas, un collaborateur devra être seul dans un local à risque (TGBT, Toiture terrasse, ...).**

**Les travaux en toitures sont interdits par temps défavorable (pluie, gel, vent, orage, ...).**

## **Fléchage - Signalétique d'accès**

L'accès au bâtiment se fera par l'entrée des fournisseurs, situé au N-3 (cour des services généraux).

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place par chaque entrepreneur et informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier ainsi que leur transmettra un plan d'accès.

## **Affichage**

Affichage obligatoire :

Exemple de panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » « TRAVAUX SOUS TENSION », « DANGER ELECTRIQUE », ...

Outre l'affichage suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse.

L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles et claires.

## **Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

**L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.**

## **Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)**

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

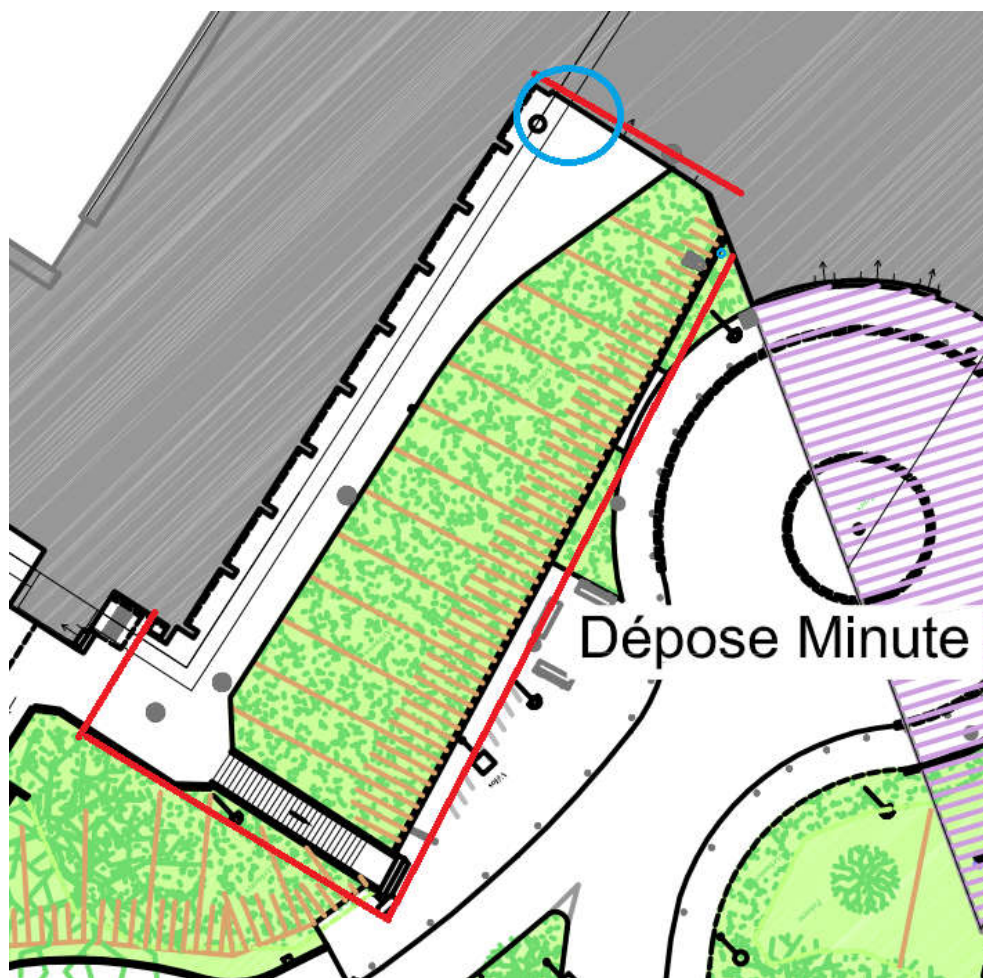
Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

## **5. INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les Entreprises intervenantes aménageront les locaux mis à disposition par le CHU.



Proposition de PIC concernant les travaux de construction du local.



Emplacement VRS

Clôture de chantier

### Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagé en l'absence de cloisonnement. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide de cloisons étanche afin d'éviter l'exportation des poussières, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Les cloisonnements délimitent la périphérie du chantier.

L'entreprise réalisant les travaux aura à sa charge les cloisons et les affichages du chantier avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Les entreprises assureront chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

### Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Cloisons, porte avec signalisation de sécurité du chantier	Lot 1	Lot 1
Réseaux divers existants à protéger	Chaque lot	Chaque lot

Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	Lot électricité	Lot électricité
Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur jusqu'à la fin du chantier	Lot 1	Lot 1
Salle de réunion commune pour les RDV de chantier	CHU	CHU
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (1 coffret tous les 50m)	Lot 1	Lot 1
Evacuation des déchets en cours de chantier	Chaque lot	Chaque lot

Le câble d'alimentation et le branchement (coté CHU) de l'armoire électrique de chantier sera fourni/posé par le CHU.

Le lot GO fournira au préalable un bilan des puissances nécessaires afin de dimensionner ce câble.

L'armoire électrique de chantier sera fournie posée par le lot GO.

Il s'agira d'une armoire en régime de neutre ITAN avec un courant de court-circuit à l'adduction de 25 kA.

Le branchement du câble (coté armoire électrique de chantier) sera réalisé par le lot GO.

La mise sous tension de l'installation sera réalisée par les électriciens du CHU.

Un PV de vérification des installations électriques sera transmis après mise en service.

L'alimentation des installations de chantier sera branchée sur une alimentation « programmée » (8h/18h environ) afin de limiter les risques en dehors des horaires de chantier.

### Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

### Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel à la charge de chaque lot.

### Secours

Affichage des numéros d'urgences

Le responsable du chantier aura obligatoirement un téléphone portable avec numéro communiqué au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au service sécurité, ...

En cas d'intervention dans des locaux sans communication mobile possible, un DECT sera mis à disposition par le CHU.

### Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée	A
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Chaque lot	Chaque lot
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Lot 1	Lot 1

## 6. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :



<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires Services Techniques du CHU	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Titulaire
Autorisation pour travaux sur les voies de circulation de l'Hôpital	Services techniques du CHU	Sans objet
Autorisations de coupures sur réseaux existants	CHU	Lot concerné
Autorisations administratives diverses	CHU	Lot concerné
Autorisations d'installation de grue (NOTAM, ...)	CHU	CHU

# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## 1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de cheminements menant aux bâtiments et aux chantiers devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au parking entreprise des véhicules particuliers est interdit, seul seront autorisés les véhicules de chantier et de société.

La voie de circulation entre la zone de terrassement et le bâtiment (voie pompier) devra être dégagée de tout encombrement en dehors des heures de travail.

### Circulations des piétons

Le cheminement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, maintenu propre.

### Circulations des véhicules de chantier et de livraison

Il est rappelé à toutes les entreprises que les règles du code de la route s'appliquent dans le centre hospitalier. Il s'agira donc de limiter la vitesse à 30km/h, de respecter la signalisation et de donner la priorité aux véhicules de secours et aux ambulances.

Toutes les manœuvres de véhicules lourds devront être accompagnées par du personnel équipé assurant le guidage et la circulation.

Les déchargements de véhicules se feront dans des zones sécurisées et ne gênant pas la circulation. Ces zones de déchargement devront être définies sur le plan d'installation de chantier et seront impérativement respectées.

### Circulations horizontales et verticales

Les escaliers existants devront être dégagés de tout matériel et matériaux.

L'évacuation des déchets générés par les démolitions sera gérée au fur et à mesure de l'avancement du chantier en laissant les zones de circulation acceptables sans poussières.

Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade.

Pour permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel

Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.

Les travaux en toitures sont interdits par temps défavorable (pluie, gel, vent, orage, ...).

Au préalable des travaux en toitures, sans protections collectives :

- Des moyens protections collectives seront installées et laissées pendant toute la durée du chantier.
- Tout risque de chute de matériaux, matériels, ..., devra être anticipés (à l'étage inférieur, au pieds du bâtiment, ...), par la mise en place de moyens de protections contre les chutes de matériaux, matériels, ...
- Des moyens de manutentions mutualisés seront mis en place pour l'approvisionnement et l'évacuation des matériels et matériaux.

## 2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite.
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) ;

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

La recommandation CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

La mise en place d'une grue sur le site devra faire l'objet d'une demande préalable (1 mois avant), avec un planning, un plan d'installation, les caractéristiques de la grue, ...

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention interentreprises	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage interférences et des zones interdites sera mise en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	Les entreprises concernées

## **Vérification des appareils et des accessoires de levage**

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, appareils) doivent être :

- Compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner.
- Comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation).
- Périodiquement vérifiées.

## **Autorisation de conduite**

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

## **Limitation du recours aux manutentions manuelles**

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

### 3. APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés	Tout corps d'état

#### Approvisionnements

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

#### Magasins

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

### 4. CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Par la cour du -2 ou -3

Mise en place d'une benne bâchée avec un mode opératoire fournie par l'entreprise qui sera fournie au MO & CSPS pour validation

#### Evacuation des déchets

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Bennes à déchets propres au chantier Reste à la charge de chaque entreprise	Chaque entreprise concernée : - Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment) - Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés - Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...) - Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centres de classe 1 (peintures, solvants, bois traité, ...) - Benne pour les déchets ménagers	Lot concerné
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	Lot concerné

Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot Déconstruction de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

## 5. TRAVAUX DE DESAMANTAGE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Retrait d'amiante	<p>L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé.</p> <p>L'ensemble des travaux de désamiantage devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune coactivité. Le plan de retrait établi par l'entreprise sera adressé aux organismes compétents (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP, ...) pour validation, minimum 1 mois avant démarrage des travaux. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.</p> <p>Interdiction de travailleurs isolés à l'intérieur de la zone confinée.</p> <p>Le travail « en binôme » des opérateurs et/ou des personnes autorisées à entrer en zone compte tenu de leur travail (ex : personnel du laboratoire d'analyse) et de leur fonction est obligatoire.</p> <p>Il permet une alerte rapide en direction des secours extérieurs</p> <p>Le contrôleur de dépression doit être de marque SMH / KIMO ou équivalente, il a la capacité d'enregistrer les données sur une carte SD (ou équivalent), il dispose d'une batterie de secours d'au moins 10 heures. Il a 2 types d'alarme : chute de dépression et défaut d'alimentation. Il a la capacité de transférer les alarmes via SMS. 10 numéros de téléphone peuvent être enregistrés. Le CHU se réserve le droit de communiquer un numéro de téléphone vers lequel seront transférées ces alarmes.</p> <p>Le délai d'intervention doit être inférieur à 2 heures 30 entre la réception de l'alarme et le traitement de celle-ci.</p> <p>A la fin de chaque installation, la carte SD (ou équivalent) est transmise au CHU afin de réaliser une copie des données. Elle est ensuite restituée au titulaire du présent lot.</p> <p>Tous éléments concourant à la réalisation du confinement (polyane, polyane liquide, tasseaux, pointes,) doivent être intégralement retirés lors des opérations de déconfinement.</p> <p>Il est rappelé ici que toute sous-traitance est interdite dans le cadre de la prestation de désamiantage. Cela comprend le confinement, le désamiantage et le déconfinement.</p> <p>Le déconfinement ne pourra être fait qu'après communication des résultats des mesures de prélèvements atmosphériques et validation par « le chargé amiante » du CHU.</p> <p>Avant la pose des mesures libératoires avant déconfinement, Le Maître d'ouvrage fera effectuer un contrôle visuel du désamiantage par un organisme compétent.</p> <p>L'ensemble des installations de désamiantage seront branchées sur un coffret de chantier conforme à la réglementation et vérifié par un organisme compétent.</p>	Suivant diagnostic amiante avant travaux.

Etablissement d'un plan de retrait	<p>L'entreprise établit un plan de retrait en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-119 à 124 du code du travail introduit par le décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>- Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche.</li> </ul>	Suivant diagnostic amiante avant travaux.
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <p><b>- Pendant les travaux de désamiantage,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>• Mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ;</li> <li>- Avant démantèlement de l'isolement,</li> <li>• Prélèvement d'air en zone : Mesure dite « de 1ère restitution » suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC).</li> </ul>	Suivant diagnostic amiante avant travaux.
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée « fin de chantier amiante » ;</li> <li>• Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : « Mesure dite de 2ème restitution » suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A &amp; B.</li> </ul>	Maître d'Ouvrage

- Les sas d'accès à la zone de désamiantage seront fermés en l'absence de l'entreprise.
- Toute personne pénétrant dans la zone de désamiantage sera obligatoirement accompagnée et sera titulaire d'une autorisation médicale au port du masque, d'une habilitation amiante (à minima SS4) et devra respecter les consignes d'entrée et sortie de zone.
- La pose de pompe de mesure environnementale à l'extérieur de la zone de chantier devra faire l'objet d'une demande auprès du maître d'ouvrage.
- les déchets seront stockés dans une zone clairement signalée (déchet amiante) et correspondant à la réglementation (fermé à clé, sol protégé, ...)

Cf. les plans de Jean Bernard H11 – H1 et N0 – N-3 identifiant les zones à « Risque amiante identifié » au 13/01/2021, annexés au CCTP

## **6. Travaux SOUS SECTION 4**

Il s'agit d'interventions d'entretien ou de maintenance sur ou à proximité de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ou susceptible de libérer des fibres d'amiante.

Ce type de travaux doit être fait par du personnels formés (opérateurs, encadrement de chantier et encadrement technique) avec des modes opératoires valides et les EPI adaptés.

Avant toute intervention, l'entreprise transmettra la liste des personnes formés, avec que leurs attestations de formations, l'organigramme « Amiante » de l'entreprise, les modes opératoires valide adaptés aux travaux.

R4412-92 et suivants du Code du Travail.

Cf. les plans de Jean Bernard H11 – H1 et N0 – N-3 identifiant les zones à « Risque amiante identifié » au 13/01/2021, annexés au CCTP

## **7. CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

## **8. PROTECTIONS COLLECTIVES**

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées avant la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placer à l'extérieur ou en tableaux.

L'ensemble des réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde-corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm)

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Les protections collectives seront systématiquement mises en place avant les travaux sauf en cas d'impossibilité technique.



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés	Titulaire
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Titulaire

## 9. TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie	Tout corps d'état
Travaux en protection individuel	Les intervenants devront être formés au « port du harnais » et être titulaire d'une aptitude médicale. L'ensemble des EPI de classe 3 devront avoir un PV de vérification annuel à jour. Uniquement après autorisation du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du CSPS.	Tout corps d'état

## 10. INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur assurera le branchement depuis le réseau existant et la pose du tableau général du chantier. Depuis ce tableau seront réalisés :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des zones de travaux ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels spécifique.
- Habilitation des armoires de distribution (coffret de chantier)

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.  L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Lot électricité
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 - Prises de protection IP 447 incassable - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 - Phares conformes à la norme NF	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : - les cheminements et circulations extérieurs - les escaliers et circulations intérieures	Titulaire
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.	Titulaire

## 11. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de Tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité	Lot concerné

	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	<p>Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</p> <p>L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.</p> <p>Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel</p>	Lot concerné

# **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

## **1. RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE**

Les travaux seront exécutés en site occupés et en activité nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux personnels du CHU, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

### **Horaires de chantier imposés**

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 7h 00 à 12h 30 et après-midi de 13h 30 à 18h 00, sauf cas particuliers.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. Il est cependant rappelé à toutes les entreprises que les ascenseurs du bâtiment Jean BERNARD sont extrêmement sollicités par l'établissement entre 6H00 et 17H00, c'est pourquoi, il est demandé aux entreprises d'approvisionner et d'évacuer en dehors de ces horaires.

## **2. SITE EN EXPLOITATION**

Voir CCTP

### **Risque incendie**

Le responsable effectuera une demande de permis feu sera demander quotidiennement au PC sécurité situé au -3 du bâtiment Jean Bernard pour tout travail de soudage, Utilisation de matériel provoquant des étincelles ou travaux par point chaud.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune coactivité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P en activité, le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers et la circulation des personnes.

### **Grilles Aspergillaires**

Cf. les grilles d'évaluation des risques infectieux, annexées au CCTP

## **Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.**

### **1. NETTOYAGE DU CHANTIER**

#### **Règles générales de nettoyage du chantier**

- Voir paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement en limitant les poussières, prévoir un arrosage ou humidification continue.
- Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.

### **2. DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS**

#### **Objectifs**

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

# Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

Conformément à l'article R. 4532-52 du code du travail, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Les lots comportant des travaux à risques particuliers ont été recensés au chapitre « Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers », lors de la phase conception. Si au cours des travaux, il s'avérait qu'une entreprise exécute des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste de l'arrêté du 25 février 2003, elle devra le signaler au coordonnateur SPS et notamment lors de la visite d'inspection commune.

## **1°A - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR**

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres\*, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

\* l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.

Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux en hauteur de toute nature à l'intérieur des locaux / Risque de chute de hauteur	<p>Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention :</p> <p>Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ;</p> <p>Hauteur &gt; de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant ou fixe sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.</p> <p>Dans le cas d'utilisation d'échafaudage, celui-ci devra être monté et vérifié par une personne « compétente », ayant suivi une formation</p> <p>En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.</p> <p>En cas de dépose du garde-corps des escaliers, des protections de type garde-corps rigides devront impérativement être mises en place au préalable.</p> <p>Lors des travaux sur les terrasses non-sécurisées, avant intervention, des gardes corps seront mis en place pour la protection des l'ensemble des entreprises intervenantes.</p>	Tous
Evacuation des déchets / Risque de chute de hauteur, de chute de matériaux et débris	Balisage systématique sous zone d'exécution des appareils de levage.	Tous

## **1°B - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES D'ENSEVELISSEMENT OU D'ENLISEMENT**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **2° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS A DES SUBSTANCES CHIMIQUES OU A DES AGENTS BIOLOGIQUES**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
COVID 19	Respect des consignes COVID 19 Respect des gestes barrières Surveillance médicale des personnes fragiles Mise à disposition des moyens de protection par l'entreprise (masques, SHA, ...) Respect de l'article R241-50 du code du travail sur la surveillance médicale renforcé	Tous

## **3° - TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT DE L'AMIANTE FRIABLE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Désamiantage, ou interventions sur, ou à proximité de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante	Respect de la partie 4 du code du travail sur les CMR ou l'amiante. Respect du code de la santé publique et du code de l'environnement. Respect de l'article R241-50 du code du travail sur la surveillance médicale renforcé Respect des normes concernant l'exécution des travaux et la gestion des déchets.	Tous

## **4° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RADIATIONS IONISANTES**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux dans les locaux de médecine nucléaire	Respect de la procédure RI-PR-007 « procédure d'accès en zone réglementée » en annexe du PGC. Respect de l'article R241-50 du code du travail sur la surveillance médicale renforcé	Tous

## **5° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIECES NUES SOUS TENSION SUPERIEURE A LA TBT ET TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES ELECTRIQUES**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux / Risque d'électrisation	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail. Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de dépose et curage par du personnel électricien habilité. Après mise hors tension du réseau, établissement d'une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée. Port des EPI spécifiques aux travaux électriques. <b>Les personnels intervenants dans les locaux à risque « Electrique » (TGBT, Local HTA, ...) devront être titulaire d'une habilitation électrique adaptées.</b>	Tous



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux de branchement électrique / Risque d'électrisation	<p>Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de branchement par du personnel électricien habilité, pour mise en place de coffrets de chantier et éclairage chantier.</p> <p>Après le branchement exécuté, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau même s'il s'agit d'une mise sous tension partielle.</p> <p>Les installations électriques du chantier devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé et rémunéré par l'Entreprise titulaire.</p> <p>Un exemplaire du rapport de conformité au Décret n°88-1056 du 14 Novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p>	Lot courants forts

## **6° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RISQUES DE NOYADE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **7° - TRAVAUX DE PUITS, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS, DE REPRISE EN SOUS-ŒUVRE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **8° - TRAVAUX EN PLONGEE APPAREILLEE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **9° - TRAVAUX EN MILIEU HYPERBARE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **10° - TRAVAUX DE DEMOLITION, ...**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **11° - TRAVAUX COMPORTANT L'USAGE D'EXPLOSIFS**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **12° - TRAVAUX DE MONTAGE OU DE DEMONTAGE D'ELEMENTS PREFABRIQUES**

### **LOURDS**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **13° - TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE D'UNE CAPACITE > A 60 T X M**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Approvisionnement et évacuation par grue	<p>La mise en place d'une grue fera, obligatoirement l'objet d'une demande auprès du maître d'ouvrage. Le grutier devra être titulaire d'un CACES adapté, d'une autorisation de conduite, d'une aptitude médicale, ...</p> <p>La grue ainsi que tous les éléments concourant au levage (sangles, chaînes, ...) devront avoir un PV de contrôle à jour sans remarques.</p> <p>La circulation de la grue dans l'établissement devra faire l'objet d'une demande auprès du maître d'ouvrage (Accompagnement ci besoin par la sécurité/sureté de l'établissement).</p>	Tous

### **3. TRAVAUX A RISQUES SPECIFIQUES**

Chaque entreprise est tenue de décrire les risques encourus par son activité à son personnel ou à l'ensemble du chantier (produits toxiques, risques électriques, risque d'exposition amiante, produits hydrocarbures, etc., ...)

Cette information doit être dispensée à l'ensemble des intervenants, personnels, SPS, Maître d'œuvre et Maître d'Ouvrage.

**A effectuer avant les travaux**

Identification des réseaux en charge, consignations, purge, selon le type de réseau ou de matériel, avant toute opération de quelque nature que ce soit, curage, démolition, ...

L'entreprise titulaire précisera dans son PPSPS la méthodologie utilisée pour la réalisation de son intervention.

**A effectuer pendant ou après les travaux**

Utilisation de matériel adapté pour tout travail en hauteur, plateforme individuelle roulante ou échafaudage roulant ou fixe, notamment pour intervention de dépose de l'escalier donnant accès aux logements.

Respect du port des EPI appropriés et de la législation en vigueur pour travaux sur éléments identifiés contenant de l'amiante et traitement des éléments contenant du plomb.

#### **Sujétions à intégrer aux PPSPS**

Aucune autre activité ne se fera dans la même zone que celle des travaux (au même niveau ou/et dans un même volume vertical), notamment pour les travaux de retrait d'éléments amiantés décelés, et traitement du plomb.

#### **TOUS LES LOTS**

Le PPSPS comportera entre autres, les dispositions prises pour la protection des employés ainsi que la précision des moyens nécessaires à l'exécution des travaux.

Avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé est à adresser au coordonnateur, et Maître d'œuvre (représentant du Maître d'Ouvrage).

Les entreprises doivent appliquer les principes généraux de prévention (au nombre de 9).

Ils doivent s'engager dans une démarche basée sur la connaissance des risques, leur évaluation permanente des mesures de prévention ainsi que sur l'information des salariés sur les risques encourus (propres, importés, exportés) et la formation à la prévention.

Travaux de Démolition intérieure des existants :

Taches à effectuer avant les travaux :

Une consignation de tous les réseaux devra être effectuée avant intervention de curage.  
Les PV de consignations devront être transmis à l'Entreprise Titulaire avant toute intervention de curage.

Un repérage et un marquage systématique de toutes les zones repérées contenant de l'amiante devront être effectués (Cf. diagnostic amiante), il en sera de même pour les éléments identifiés contenant du plomb.  
Pour tout travail de soudage, découpe au chalumeau, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le représentant de la Maîtrise d'Œuvre devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.  
Les zones concernées par le curage et les démolitions intérieures devront impérativement être closes et indépendantes, et n'être accessibles qu'aux intervenants de l'entreprise concernée.

Il sera précisé dans le PPSPS, l'interdiction absolue de travailler seul.

Avant tout début d'exécution de travaux de démolitions, l'entrepreneur devra s'assurer que l'ensemble des précautions suivantes aient été prises :

Examen déterminant la nature, la résistance et la stabilité de la construction ou de la partie de construction à démolir, augmenté de ses divers éléments y compris l'étude et la mise en place des moyens nécessaires à la protection des biens et des personnes devant travailler sur le chantier, ceux-ci seront clairement définis au PPSPS (notamment pour la dépose de l'escalier côté logements).

Repérage préalable de toutes gaines ou conduites ou canalisations (en service ou non), pouvant subsister dans l'ensemble des éléments à démolir, la nature et la mise hors service de ces éléments seront constatées avant le début des travaux de démolition intérieure et parfaitement balisés in situ.

Un nettoyage permanent de la zone de démolition est obligatoire.

Aucune autre activité ne se fera dans la même zone que celle des démolitions (au même niveau ou/et dans un même volume vertical).

Taches à effectuer pendant ou après les travaux :

Au fur et à mesure du curage et démolition intérieure, des protections seront mises en place par l'entreprise titulaire afin d'éviter tout risque de chute de personnes.

En complément, le personnel portera ses EPI (harnais, longe,) si nécessité.

Pour l'ensemble des travaux de type curage, tronçonnage, sciage, ponçage..... l'ensemble du personnel devra être porteur de masque anti-poussière, ceci afin d'éviter tous risques pouvant amener à des maladies graves.

Les zones de travail seront interdites aux personnes étrangères au chantier et balisées.

Mesures obligatoires en cas de présence de matériaux contenant des fibres d'amiante

Décret N° 96.98 du 07.02.1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante, modifié par le décret N° 96.1132 DU 24.12.1996, le décret N° 97.1219 DU 26.12.1997 ET LE DECRET N° 2001.840 DU 13.09.2001

Mesures obligatoires en cas de présence de matériaux contenant du plomb

En cas d'identification d'éléments contenant du Plomb, mettre en application les dispositions réglementaires définies par la législation en vigueur :

- Décrets 65-48 du 8 janvier 1965 et 94-1159 du 26 décembre 1994.
- Code du travail : articles L.230-2
- Note technique INRS ED 902

# **Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière**

## **1. ORGANISATION DES SECOURS**

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

En donnant les informations suivantes :

- 1. ICI CHANTIER, AU CHU, BATIMENT JEAN BERNARD AU ..... N° DE TEL 112 OU 45000.**
- 2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT**
- 3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT**
- 4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE**
- 5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS (envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours)**
- 6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, FAITES REPETER LE MESSAGE**

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## **2. SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)**

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## **3. DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux sous tension ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **4. RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières en accord avec le MOA.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

*Suivant article R. 4532-6 du code du travail :*

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## **1. ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

### **Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'Ouvrage**

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage, (art. L. 4532-9, R. 45732-57 à 76) ;
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L.4531-1 à L. 4531-18).
- Viser le registre journal de la coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS (art. L.4531-1 à L. 4531-18) ;
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.

### **Etablissement obligatoire d'un PPSPS**

Les entreprises exécutant des travaux doivent rédiger avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (articles L. 4532-8 et L. 4532-9 du code du travail). L'objectif du PPSPS étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux

### **Délais et règle de diffusion du PPSPS**

L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai comme stipulé dans le paragraphe ci-dessus à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.

La diffusion du PPSPS est la suivante :

1 exemplaire est adressé pour avis au coordonnateur SPS :

**CHU de Poitiers**  
Direction des Constructions et du Patrimoine  
2, rue de la Milétrie  
BP.577  
86021 Poitiers cedex

Après avis 1 exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS ;

1 exemplaire au maître d'ouvrage ;

1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CHSCT ou les délégués du personnel.

1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP, avec avis éventuel du médecin du travail, du CHSCT ou des délégués du personnel.

## VISITE D'INSPECTION COMMUNE

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS et à son

Intervention sur le chantier doit demander à procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

**L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.**

**Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.**

Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS.

## SOUS-TRAITANT

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS s'il est appelé à exécuter des travaux à risques particuliers.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS.

A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS, il dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.

## TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier (articles R. 4535-1 et 4535-2 du code du travail).

## TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.



## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

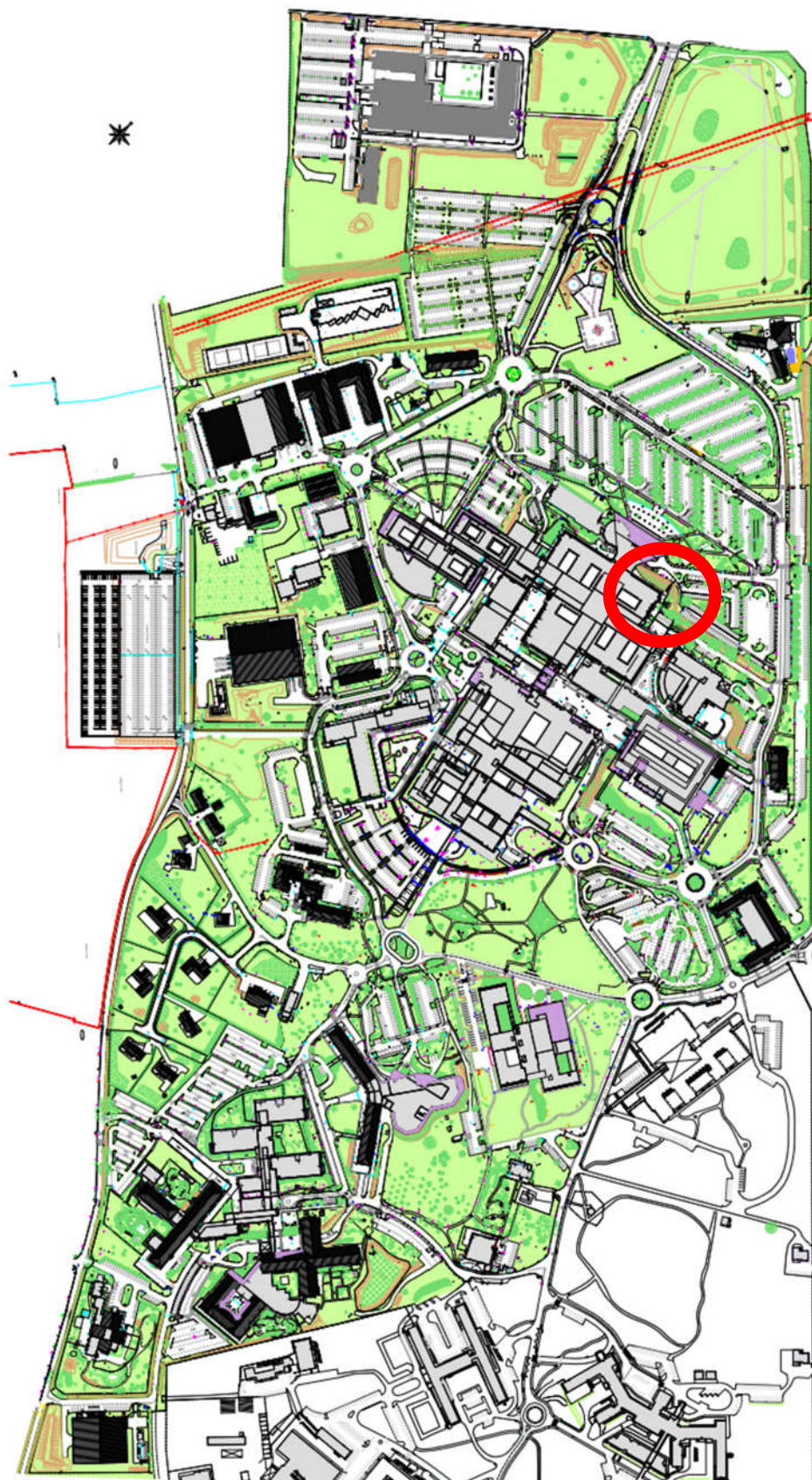
## Annexe(s)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l’ouvrage
- Plan de masse
- Fiche « En cas d’accident »
- PPSPS
- Principes Généraux de Prévention
- Plans identifiant les zones à risque d’amiante (fournir par le MOA)

## **LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone / Fax / mail</i>
<b>Lot Electricité</b>	T	<b>SPIE</b> 1, rue des Entreprises BP 90032 86440 MIGNÉ-AUXANCES	M. ROULLEAU	Tel : +33 (0)5 49 39 37 17 Mob : +33 (0)6 26 15 14 43 Fax : +33 (0)5 49 39 39 42 <a href="mailto:paul.roulleau@spie.com">paul.roulleau@spie.com</a>
<b>Travaux aménagement des locaux techniques du N-2</b>				
<b>Lot 1 : Gros Œuvre - Aménagement des abords</b>				
<b>Lot 2 : Etanchéité</b>				
<b>Lot 3 : Menuiseries extérieures - Serrurerie</b>				
<b>Lot 4 : Peinture</b>				

## PLAN DE MASSE





Fiche « En cas d'accident »

OPPBTP  
La prévention BTP

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

**18**

**Pompiers**

**112**

**Centre d'appels secours**

**15**

**Samu**

**et dites...**

## **1 Ici chantier**

À (commune ou arrondissement) .....  
N° ..... Rue .....  
En face de .....  
Téléphone

## **2 Précisez la nature de l'accident**

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

## **3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

## **4 Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

## **5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

## **6 Faites répéter le message**

**Ne raccrochez jamais le premier.**

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



#### **Article R4532-56**

L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article [L. 4532-9](#), dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan.

#### **Article R4532-57**

L'entrepreneur qui intervient seul remet au maître d'ouvrage un plan particulier de sécurité, en application du deuxième alinéa de l'article [L. 4532-9](#), lorsqu'il est prévu qu'il réalisera des travaux d'une durée supérieure à un an et qu'il emploiera, à un moment quelconque des travaux, plus de cinquante travailleurs pendant plus de dix jours ouvrés consécutifs.

Il dispose du délai prévu à l'article [R. 4532-56](#).

#### **Article R4532-58**

Dès la conclusion du contrat de l'entreprise, le coordonnateur communique à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination, les noms et adresses des entrepreneurs contractants.

Il transmet à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

#### **Article R4532-59**

En cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers, tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article [L. 4532-8](#).

#### **Article R4532-60**

L'entrepreneur qui fait exécuter le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par un ou plusieurs sous-traitants remet à ceux-ci :

1° Un exemplaire du plan général de coordination ;

2° Le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs.

#### **Article R4532-61**

Pour l'élaboration du plan particulier de sécurité, le sous-traitant tient compte des informations fournies par l'entrepreneur, notamment de celles qui sont contenues dans le plan général de coordination.

Il tient également compte des informations contenues dans le document prévu au 2° de l'article [R. 4532-60](#).

#### **Article R4532-62**

A compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur, le sous-traitant dispose d'au moins trente jours pour établir le plan particulier de sécurité.

Ce délai est réduit à huit jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers prévue à l'article [L. 4532-8](#).

#### **Article R4532-63**

Le plan particulier de sécurité indique :

1° Les nom et adresse de l'entrepreneur ;

2° L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;

3° Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

#### **Article R4532-64**

Le plan particulier de sécurité est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier.

A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

1° Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :

a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;

b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;

2° La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article [L. 4532-8](#) ;

3° Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

#### **Article R4532-65**

Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'évaluation préalable des risques menée par l'entreprise que des mesures mentionnées à l'article [R. 4532-64](#) n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article [L. 4532-8](#), l'employeur le mentionne expressément sur le plan.

#### **Article R4532-66**

Le plan particulier de sécurité :

1° Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier ;

2° Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;

3° Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;

4° Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

#### **Article R4532-67**

Le plan particulier de sécurité comporte de manière détaillée :

1° Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :

a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;

b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;

c) Le matériel médical existant sur le chantier ;

d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;

2° Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

#### **Article R4532-68**

Lorsque les dispositions en matière de secours et d'évacuation sont prévues par le plan général de coordination, mention peut être faite dans le plan particulier de sécurité du renvoi au plan général de coordination.

#### **Article R4532-69**

Le plan particulier de sécurité peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel.

#### **Article R4532-70**

L'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article [L. 4532-8](#), adressent à l'inspection du travail, au service de prévention des organismes de sécurité sociale et à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité. Ils joignent les avis du



médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R. 4532-69.

#### **Article R4532-71**

Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité est tenu disponible en permanence sur le chantier. Sont joints, y compris pour les entrepreneurs non mentionnés à l'article [R. 4532-70](#), les avis du médecin du travail et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail prévus à l'article [R. 4532-69](#).

#### **Article R4532-72**

Lorsqu'une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur et des personnes et organismes mentionnés à l'article [R. 4532-70](#).

#### **Article R4532-73**

Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier peut être consulté par :

- 1° Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 2° Les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel ;
- 3° Le médecin du travail ;
- 4° L'inspection du travail ;
- 5° Le service de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- 6° L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

#### **Article R4532-74**

Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

## ***Principes Généraux de Prévention***

### Article L4121-1

- L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

### Article L4121-2

- L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'Article L4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° Eviter les risques ;
- 2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° *Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;*
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'Article L1152-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° *Donner les instructions appropriées aux travailleurs.*

***Plans identifiant les zones à risque d'amiante (fournir par le MOA)***

Cf. les plans de Jean Bernard H11 – H1 et N0 – N-3 identifiant les zones à « Risque amiante identifié » au 13/01/2021, annexés au CCTP

## Plan d'accès

